La Mali et la Russie renforcent leur coopération : Vers un partenariat prometteur pour le développement durable

MALI

1817

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 01 AOUT 2025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Affaire Mamadou Hawa Gassama

Me Mamadou I Konaté appelle à la sagesse entre Bamako et Abidjan



... des relations entre le Mali et la Russie : Une commission mixte pour un partenariat fructueux



Ségou : Lancement de l'enrôlement des élèves sous-officiers de Banankoro à l'AMO


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «







Une /

Affaire Mamadou Hawa Gassama : Me Mamadou I Konaté appelle à la sagesse entre Bamako et Abidjan **P.4**

Brèves /

FAMa : Des ambassadeurs de la paix et de la sécurité au Mali **P.9**
Infrastructures routières : L'AID va accorder au mali plus de 133 milliards de FCFA **P.9**
Mali : Diminution des violations des droits humains en juin 2025 **P.10**
Renforcement des relations entre le Mali et la Russie : Une commission mixte pour un partenariat fructueux **P.10**
Renforcement des liens traditionnels et la cohésion sociale à Tombouctou : Adhésion de deux fractions à la Tribu Kel Ansar **P.11**

Actualité /

Effondrement routier au Mali : Madina Sissoko, symbole d'un naufrage d'État **P.13**
Ségou : Lancement de l'enrôlement des élèves sous-officiers de Banankoro à l'AMO **P.15**
La Mali et la Russie renforcent leur coopération : Vers un partenariat prometteur pour le développement durable **P.17**

Politique /

Passation de pouvoir à la mairie du District de Bamako : Abdoulaye Mahamane prend les rênes de la Délégation spéciale **P.20**
Assimi Goïta : « Il est temps d'être nous-mêmes… ! » **P.22**

Culture & société /

Développement humain : "48 % des Maliens estiment que leurs conditions de vie sont mauvaises **P.25**

International /

Crise au Sahel : Un regard approfondi sur les enjeux sécuritaires, sociaux et économiques **P.27**
Allassane Ouattara brigue un 4ème mandat : Une candidature de trop ? **P.29**

Sport /

En conférence de presse : Le Ministre Abdoul Kassim Fomba clarifie **P.30**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko





Affaire Mamadou Hawa Gassama

Me Mamadou I Konaté appelle à la sagesse entre Bamako et Abidjan

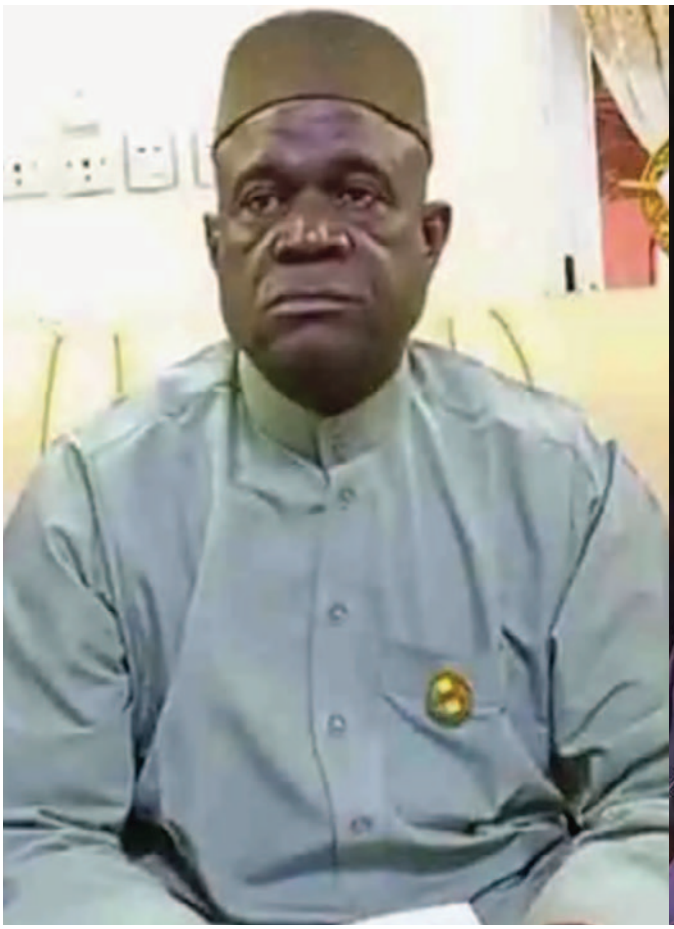
L'ancien ministre malien de la Justice prône l'apaisement et le respect mutuel dans une affaire à forte charge symbolique entre deux nations sœurs.

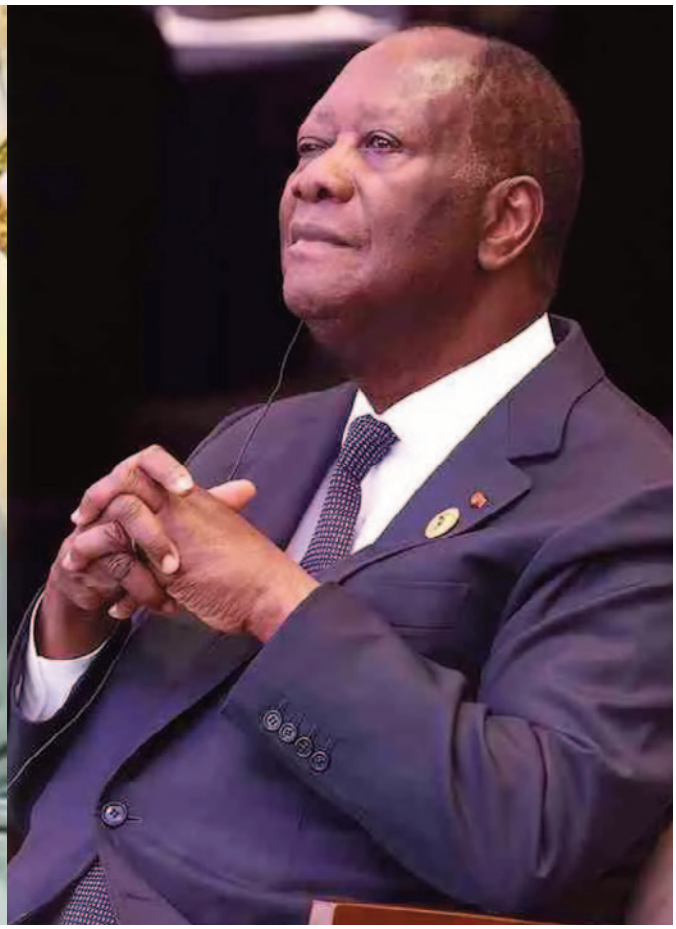
Bamako, le 31 juillet 2025 – Face à la tension croissante autour de l'arrestation de Mamadou Hawa Gassama, figure politique malienne et actuel membre du Conseil National de Transition (CNT), l'ancien ministre de la Justice du Mali, Me Mamadou Ismaël Konaté, est sorti de sa réserve pour livrer une réaction empreinte de dignité, de pondération et d'élégance diplomatique.

La polémique a été alimentée par une déclaration du porte-parole du gouvernement ivoirien, qui a affirmé que le passeport présenté par M. Gassama lors de son interpellation n'était ni diplomatique ni de service, mais portait la mention de la profession "ouvrier". Une déclaration que beaucoup à Bamako ont perçue comme une forme de mépris, voire une tentative d'humiliation envers un responsable malien.

Dans sa déclaration, Me Konaté n'a pas éludé les faits, mais a choisi de les replacer dans un cadre juridique et institutionnel rigoureux. « M. Gassama n'a jamais cherché à fuir la justice. Il reste disponible pour s'expliquer devant toute juridiction compétente, dès lors que les règles de procédure et les principes de droit sont respectés. » a-t-il affirmé.

Il a surtout rappelé que, conformément à son statut de membre du CNT – organe législatif de la transition malienne – Mamadou Hawa Gassama bénéficie d'une immunité parlementaire reconnue par les lois maliennes. « Cette immunité n'est ni un bouclier contre la justice ni un passe-droit. Elle oblige simplement au respect d'un certain formalisme, garant de l'État de droit. »





Au-delà de l'aspect strictement juridique, Me Konaté a voulu recentrer le débat sur les relations séculaires entre le Mali et la Côte d'Ivoire, deux nations unies par l'histoire, la géographie, les familles et les intérêts économiques.

« Cette affaire, aussi regrettable soit-elle, ne doit pas servir de prétexte à une surenchère verbale ou à une remise en cause des liens profonds entre nos deux pays. » a-t-il plaidé. Dans une formule à forte charge symbolique, il a évoqué la sagesse d'un grand homme d'État ivoirien : « Un sage ivoirien me rappelait récemment une parole chère au Président Félix Houphouët-Boigny : Le Mali et la Côte d'Ivoire sont comme la colas et le sel. Une fois la colas mâchée, c'est avec le sel que l'on se racle la gorge. »

Par cette image culturelle, Me Konaté en appelle à l'intelligence historique des deux peuples et à la retenue de leurs dirigeants. « Dans cette épreuve malencontreuse, sachons demeurer maliens et ivoiriens à la fois, fidèles à l'esprit de la colas et du sel : liés par les rites, la mémoire et la nécessité de la modération. Puisse la sagesse africaine guider les cœurs et les institutions. » a-t-il conclu avec gravité.

Cette sortie mesurée de Me Konaté tranche avec le climat de crispation diplomatique observé ces derniers jours entre Bamako et Abidjan. Alors que des voix s'élèvent de part et d'autre pour dénoncer ou justifier l'arrestation, l'ancien garde des Sceaux invite à ne pas instrumentaliser cette affaire à des fins politiques ou nationalistes.

Juriste respecté au-delà des frontières maliennes, Me Konaté réaffirme, à travers cette prise de parole, son attachement aux principes de l'État de droit, mais aussi à une certaine idée de l'Afrique, fondée sur la solidarité, la responsabilité partagée et le dialogue constant entre pays voisins.

À l'heure où les tensions régionales fragilisent les équilibres communautaires, cet appel à l'apaisement fait figure de balise morale, dans un environnement où les gestes de modération deviennent rares. Il revient désormais aux autorités des deux États de répondre à cette main tendue, en privilégiant la concertation bilatérale à l'affrontement symbolique.

Moctar Sow

www.malikile.com

Miniankakai Sogoba



#RCI : Guillaume SORO appelle le peuple ivoirien à faire barrage au dictateur Ouattara
"Ce mardi 29 juillet 2025, Monsieur Alassane Ouattara a, sans surprise, annoncé sa décision de briguer un quatrième mandat présidentiel illégal, foulant une fois de plus aux pieds la Constitution ivoirienne et les principes les plus élémentaires de la démocratie.
Le simulacre de suspense orchestré ces dernières semaines n'aura trompé personne — et surtout pas lui. Il ne s'agissait que d'une mise en scène destinée à préparer l'opinion à une nouvelle violation de notre Loi fondamentale. Après avoir invoqué, en 2020, un prétendu « cas de force majeure » pour justifier un troisième mandat inconstitutionnel, le voici qui récidive, cinq ans plus tard, avec les mêmes arguments éculés : la situation sécuritaire, les défis économiques et autres impératifs de stabilité pour justifier l'injustifiable.
La vérité est simple. Et cruelle.
Alassane Ouattara ne veut pas quitter le pouvoir, comme tout bon dictateur qui se respecte. Il est prêt à tout pour pérenniser son pouvoir personnel, au mépris de la paix sociale, de la stabilité du pays et de la sécurité de ses habitants.
Aujourd'hui, l'opposition est embastillée, la démocratie bâillonnée, et la liste électorale, totalement truquée, annonce des lendemains périlleux.
L'histoire récente de notre pays rappelle combien les violations répétées des règles du jeu démocratique conduisent immanquablement à des crises majeures.
Dans ces conditions, le peuple de Côte d'Ivoire est placé face à sa responsabilité historique : se soumettre à une dictature qui ne cache plus son visage, ou se lever, dans le respect de la légalité, pour défendre la Constitution, la justice et la liberté.
Tel est l'enjeu.



Guillaume Kgbafori Soro
Ancien Premier ministre
Ancien Président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire
Président de Générations et Peuples Solidaires (GPS).Rédacteur le panafricain Miniankakai Sogoba enseignant l enfant de Ségou.

Public Media

Éducation au Mali
Âge de départ à la retraite.



MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR DE L'EDUCATION
DIVISION GESTION DES CARRIERES

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

AGE DE DEPART A LA RETRAITE DES ENSEIGANTS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ET DE L'EDUCATION PRESCOLAIRE ET SPECIALE

PES ET PEF (Catégorie : A)	65 ans
MES ET MEF (Catégorie : B2)	62 ans
Maitre Auxiliaire (Catégorie : C)	58 ans

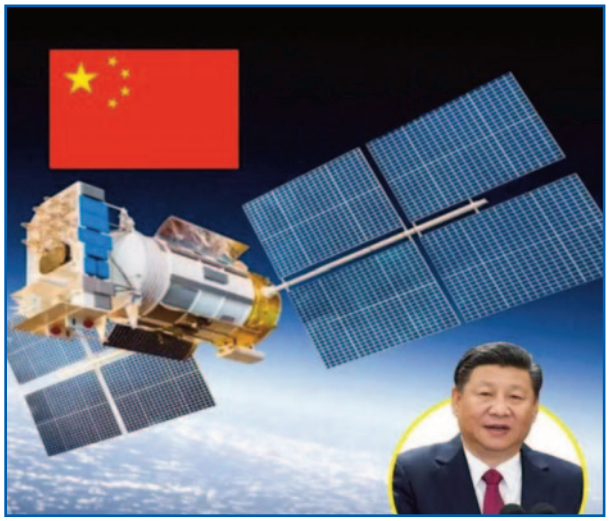
Bamako, le 09 JUIL 2024
Le Directeur adjoint,
Charles Tounka SISSOKO
Chevalier de l'Ordre National

Ling Tamay Saik



Le satellite chinois dépasse Starlink avec un lien de données laser record de 100 Gbps
La Chine a fait un grand bond en avant dans les communications par satellite, établissant un nouveau repère qui dépasse les normes mondiales actuelles. Chang Guang Satellite Technology Co. a réussi à atteindre un débit de transmission de données de 100 Gbps de l'espace au sol en utilisant la communication laser - une première du genre. Ce test, réalisé à travers la constellation du satellite Jilin-1, marque un moment crucial dans l'évolution de l'internet par satellite et de la future connectivité mondiale.
Contrairement aux systèmes satellites classiques qui dépendent de la radiofréquence, ce système au laser permet une transmission de données dramatiquement plus rapide, plus sûre et plus efficace. Bien que Starlink d'Elon Musk demeure un leader dans la couverture Internet par satellite, il n'a pas encore atteint ce niveau de vitesse de données. La percée de la Chine ne fait pas seulement signe d'une

navigation plus rapide ; elle ouvre la porte à des capacités de télédétection avancées et pose les bases de la prochaine ère 6G.
En ce qui concerne l'avenir, la Chine prévoit de développer cette innovation en équipant jusqu'à 300 satellites de technologie de communication laser d'ici 2027. Ce mouvement place la Chine à l'avant-garde de l'infrastructure de communication spatiale, redéfinissant potentiellement la façon dont le monde accède à l'internet haute vitesse, traite les images satellites et soutient les futurs réseaux intelligents.
Alors que la course aux technologies spatiales s'accélère, une chose est claire : l'avenir de la connectivité mondiale peut être écrit non pas en code, mais en faisceaux de lumière.
#SpaceTech #6G #SatelliteInternet #Innovation #ChinaVsStarlink #highlights
#ccto



▪ Senego : Actualité au Sénégal ▪

Le Sénégal a généré près d'un milliard de dollars grâce aux exportations de pétrole du champ de Sangomar au premier semestre 2025, dépassant les prévisions initiales.



▪ Orabank ▪

Orabank est honorée d'avoir la confiance de l'Ordre des Avocats du Sénégal qui lui a confié la gestion du compte de la Caisse des Règlements Pécuniaires des Avocats (CARPA).
Une gestion du compte décrochée haut la main à la suite d'un appel à candidatures lancé par la CARPA.
La signature de la convention de partenariat a été officialisée le jeudi 24 juillet 2025 à la Maison des Avocats, sise Avenue de la République.
Orabank, un partenaire à votre écoute.
#OrabankSénégal #CARPA #Orabank



▪ Sambou Sissoko

UNE PLUIE D'ARGENT SUR DES ROUTES INVISIBLES : LE SCANDALE DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES SOUS LA JUNTE
Depuis 2021, sous le prétexte d'une « refondation de l'État », la junte dirigée par Assimi Goïta vante des projets d'infrastructures routières : routes bitumées, échangeurs, voies urbaines, désenclavement régional. Les communiqués du Conseil des ministres dépeignent une marche triomphale vers le progrès. Pourtant, derrière les annonces grandiloquentes se cache une réalité accablante : entre 2021 et 2025, plus de 800 milliards FCFA ont été engloutis dans des chantiers routiers, pour des résultats désastreux.



FL24

La célèbre tic toceuse Burkinabè Lolita226 a fait un don de 500 000F à l'action sociale de la Gendarmerie Nationale, pour une prise en charge des victimes des guerre. Merci à la sœur Lolita226.



Soya Diagne



Bachir Fofana condamné à 2mois de sursis
Moustapha Diakhate condamné à 15 jours.
Bachir Fofana a été placé en garde à vue le 25 juin,
jugé le 02 juillet, libéré ce 29 juillet il a fait 1 mois 4 jours de détention pour une diffusion de fausses nouvelles dont on ne sait pas encore quelle est la bonne nouvelle, dans une émission d'une chaîne de télévision numérique, le journaliste avait affirmé que Cheikh Guéye était l'attributaire du marché d'achat de véhicules de l'Assemblée nationale, même après le jugement les sénégalais ne savent pas qui est le bénéficiaire de ce marché de voitures des députés.
Quant à Moustapha Diakhaté il a été arrêté le 10 juin après une convocation à la Dic, il.a été présenté devant le procureur le lendemain qui lui avait notifié son placement sous mandat de dépôt et son procès prévu le 18 juin, il était poursuivi pour « offense au chef de l'État » et « offense à une personne exerçant une part des prérogatives du président de la République », dans le cadre d'une réaction sur « la disposition et les règles protocolaires entre les présidents de la République, de l'Assemblée et le Premier ministre... ». Il était mentionné que Moustapha Diakhaté aurait prononcé le terme « Gougnafier », dans une émission, l'usage du mot Gougnafier qui veut tout simplement dire ignorants lui a valu des 40 jours d'emprisonnement cela prouve encore une fois de plus comment on joue avec les libertés des citoyens au Sénégal.
le tribunal des flagrants délits de Dakar a rendu son verdict, ce mardi 30 juillet 2025, il a été seulement reconnu coupable d'offense au chef de l'http://xn--tat-9la.il/ a été condamné à 15 jours de prison ferme alors qu'il a purgé 1mois 19 jours de prison ferme.
Bachir et Moustapha ont subit des renvois de leurs délibérés à cause de la grève des greffiers ce qui a du prolonger leurs détentions, ils sont libres.



Papou Ka Papou



Grâce à Orange, on a découvert que des gens peuvent faire enregistrer des numéros avec nos identifiants.
Pendant ce temps, Malitel Moov....

Donald Trump demande à l'ancien président russe Dmitri Medvedev de faire gaffe. «Dites à Medvedev, l'ex président russe déchu qui se croît encore président, de faire attention à ce qu'il dit. Il entre dans une zone dangereuse».
Pour rappel, l'ancien chef de l'Etat russe avait conseiller Vladimir Poutine de bombarder l'Occident avec des « frappe préventives», et menacé quelques jours plus tard Donald Trump après son ultimatum à la Russie pour mettre fin à la guerre : « Chaque ultimatum est un pas vers la guerre. La Russie n'est pas l'Iran».

Ko à 23 ans je me marie, à 25 ans je construis ma maison et à 30 ans je ne vis plus ici même.
Aujourd'hui à 35 ans, tu dois 750f de djiguiya à Orange

FAMa : Des ambassadeurs de la paix et de la sécurité au Mali



Depuis quelques années, les Forces Armées Maliennes (FAMa) font face à des défis sécuritaires de grande ampleur dans les zones sensibles du nord et du centre du pays. Malgré ces difficultés, la Direction de l'Information et des Relations Publiques des Armées (DIRPA) continue de jouer un rôle essentiel dans la transmission d'informations cruciales sur les activités militaires, renforçant ainsi le lien de confiance entre l'armée et la population.

Grâce à une coordination accrue entre les différentes unités militaires, incluant l'infanterie, l'aviation et le renseignement, les FAMa ont récemment mené des offensives réussies contre les groupes terroristes et les forces hostiles. Ces opérations ont permis de minimiser les pertes civiles tout en infligeant des dommages significatifs à l'ennemi, démontrant ainsi l'efficacité et la détermination des troupes maliennes.

Les actions des FAMa ne se limitent pas uniquement au combat. En effet, ces soldats agissent également en tant qu'ambassadeurs de la nation malienne, véhiculant des valeurs telles que la discipline, le respect des droits humains et la loyauté envers le pays. Leur présence dans les zones de conflit a permis aux populations locales de retrouver espoir et sécurité, marquant ainsi un tournant crucial dans la lutte contre l'insécurité.

Le Général Oumar Diarra a souligné à juste titre l'importance de la confiance du peuple envers son armée pour garantir la paix durable au Mali. Cette approche basée sur l'éthique militaire renforce la légitimité des FAMa et contribue à améliorer leur image, souvent ternie par des critiques extérieures malveillantes.

Face à ces enjeux, le soutien populaire envers les forces armées maliennes n'a jamais été aussi fort. Des messages de solidarité affluent de toutes parts, démontrant la reconnaissance et l'admiration du peuple malien envers ses soldats. Cette vague de soutien constitue une véritable source d'encouragement pour les FAMa, qui continuent de se battre avec courage et détermination pour assurer la sécurité et la stabilité du pays.

En conclusion, les FAMa incarnent non seulement la force militaire du Mali, mais également l'espoir d'un avenir pacifique pour l'ensemble de la population. Leur engagement sans faille et leur dévouement à la cause de la paix méritent d'être salués et soutenus par tous les citoyens maliens.

Fatou Sissoko

Infrastructures routières : L'AID va accorder au mali plus de 133 milliards de FCFA



Le Conseil des Ministres du Mali a adopté des projets de texte liés à la ratification de l'accord de financement du projet d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières lors de sa réunion du mercredi 23 juillet 2025. Cet accord de financement fait suite à un engagement pris à Bamako le 21 juillet 2025 entre le gouvernement malien et l'Association internationale de développement (AID).

Grâce à cet accord, l'AID accorde au Mali un prêt d'une valeur de plus de 133 milliards de francs CFA, soit précisément 133 356 058 100 FCFA, pour soutenir ce projet crucial. Ce financement permettra d'améliorer la connectivité résiliente au climat des corridors routiers prioritaires du Mali. Les principales actions prévues incluent la construction de la route Sandaré-Diéma, la réhabilitation de salles de classe et de centres de santé, l'amélioration de 200 km de routes rurales dans les zones couvertes par le projet, ainsi que la réalisation d'études techniques en vue de la réhabilitation du tronçon Douentza-Gao.

Ce projet revêt une importance capitale pour le Mali, car il contribuera à renforcer l'infrastructure routière du pays, à favoriser le développement socio-économique des régions concernées et à accroître la résilience face aux défis climatiques. L'investissement dans ces infrastructures essentielles démontre l'engagement du gouvernement malien et de ses partenaires internationaux à promouvoir le développement durable et à améliorer la qualité de vie des citoyens.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts continus visant à moderniser les infrastructures du Mali et à renforcer sa connectivité nationale et régionale. Elle témoigne de la volonté des autorités maliennes de promouvoir la croissance économique, la création d'emplois et l'accès aux services de base pour tous les citoyens.

Mohamed N'Diaye

Mali : Diminution des violations des droits humains en juin 2025



Selon le rapport récent du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), le nombre de violations des droits humains au Mali a connu une baisse significative en juin 2025 par rapport au mois précédent. En effet, 3 466 cas ont été documentés en juin, contre 6 252 en mai dernier.

Tombouctou demeure la région la plus touchée par ces violations, avec un total de 1 943 cas, ce qui représente 56 % du nombre total de cas au niveau national. Les régions de Ségou et Mopti suivent avec respectivement 421 et 344 cas signalés. L'UNHCR souligne que les groupes armés non étatiques sont les principaux responsables de ces violations, étant à l'origine de la majorité des cas recensés.

Cette diminution du nombre de violations des droits humains au Mali en juin 2025 est un signal positif, bien que la situation demeure préoccupante dans certaines régions du pays. L'UNHCR continue de surveiller de près la situation et appelle à des mesures supplémentaires pour protéger les populations vulnérables et garantir le respect des droits fondamentaux pour tous.

Cette évolution encourageante souligne l'importance de l'engagement continu de la communauté internationale et des autorités maliennes pour mettre fin aux violations des droits humains et assurer la sécurité et la protection des populations affectées.

Moussa Diarra

Renforcement des relations entre le Mali et la Russie : Une commission mixte pour un partenariat fructueux



En marge de la première session de la commission mixte qui se tient à Bamako, une rencontre importante a eu lieu entre le Président GOÏTA et une délégation russe. Cette rencontre intervient un mois après la visite du Chef de l'État malien en Russie, soulignant ainsi l'excellence des relations entre les deux pays.

L'objectif de cette rencontre était de faire le point sur l'avancement des travaux de la commission et la mise en œuvre des orientations des Chefs d'État. Les membres de la délégation russe, en collaboration avec leurs homologues maliens, ont présenté la structure finale de la commission, marquant ainsi le début effectif des travaux. Le Ministre de l'Énergie de la Fédération de Russie, M. Sergueï TSIVILEV, a salué la rapidité avec laquelle la commission a été mise en place.

Selon M. TSIVILEV, la commission est composée de sept sous-commissions, couvrant des secteurs clés tels que l'énergie, l'éducation, la recherche scientifique, l'enseignement supérieur, la santé et les mines. Le Président GOÏTA a insisté sur la nécessité de surmonter les obstacles et de maintenir un rythme de travail soutenu pour garantir le succès des projets en cours.

Le Ministre malien de l'Économie et des Finances, M. Alousseini SANOU, a souligné l'importance stratégique de cette commission mixte pour le développement économique du Mali. Il a mis en avant la nécessité de maintenir une dynamique de travail efficace pour des résultats tangibles au profit des populations des deux pays.

Le Chef de l'État s'est félicité du déroulement positif de cette première session de travail et a encouragé les deux parties à continuer leurs efforts pour obtenir des résultats concrets. Il a également souligné l'importance du renforcement des liens de partenariat stratégique pour le bien-être des populations des deux pays.

Cette rencontre entre le Mali et la Russie marque une étape importante dans le renforcement des relations bilatérales et le développement mutuel des deux pays. La commission mixte ouvre la voie à une coopération fructueuse et à la réalisation de projets communs au bénéfice des citoyens maliens et russes.

Fatou Sissoko

Renforcement des liens traditionnels et la cohésion sociale à Tombouctou : Adhésion de deux fractions à la Tribu Kel Ansar

Dans un communiqué conjoint daté du 28 juillet 2025, la Fraction 4 dirigée par Iyouba Ag Hadoune et la Fraction Tinkakaratane dirigée par Ousmane Ag Oyahit ont annoncé leur adhésion à la Tribu Kel Ansar de Tombouctou, dirigée par l'inspecteur des douanes Abdoul Majid Ag Mohamed Ahmed Al Ansari, également membre du Conseil National de Transition (CNT). Cette adhésion fait suite à celle de la Coordination des fractions Idnan du cercle de Goundam, présidée par Acherif Ag Hamana.

Les chefs des deux fractions, dans leur déclaration commune, ont informé l'opinion publique de leur démission du Conseil Supérieur des Kel Aghazaf pour rejoindre la grande tribu Kel Ansar de Tombouctou. Ils ont souligné leur volonté de contribuer à la cohésion sociale et au renforcement des liens traditionnels, valeurs prônées par la Tribu Kel Ansar, reconnue pour son attachement à la paix, à l'unité, à la solidarité et au développement harmonieux.

Cette décision, prise après une réflexion approfondie, témoigne de leur engagement à soutenir l'Amanokal des Kel Ansar et ses instances légitimes dans la préservation des traditions et la promotion du vivre-ensemble. Les chefs des fractions ont exprimé leur gratitude envers les autorités traditionnelles et administratives pour leur soutien durant ce processus d'adhésion.

Il est à noter que cette adhésion à la Tribu Kel Ansar fait écho à celle de la Coordination des fractions Idnan du cercle de Goundam, soulignant les liens historiques et fraternels entre les fractions Idnanes et la Tribu Kel Ansar. Ces liens, forgés autour de la fraternité, du sacrifice pour la dignité et de la solidarité, sont au cœur de l'engagement des deux fractions à promouvoir la paix et la cohésion sociale.

Cette démarche symbolise une volonté commune de renforcer les valeurs traditionnelles et de favoriser un climat de confiance et d'entente mutuelle au sein des communautés tribales et communautaires. Les Fractions Idnan du Cercle de Goundam et la Tribu Kel Ansar s'engagent ainsi à travailler ensemble pour construire un avenir de paix durable basé sur la solidarité et le respect mutuel.

Cette adhésion marque un pas significatif vers la consolidation des liens ancestraux et la promotion de la diversité culturelle au sein de la société, dans un souci de préserver l'unité et l'harmonie entre les différentes composantes tribales et communautaires.

L'adhésion des Fractions 4 et Tinkakaratane à la Tribu Kel Ansar de Tombouctou reflète un engagement fort en faveur de la cohésion sociale, de la paix et du respect des traditions, contribuant ainsi à renforcer le tissu social et culturel de la région.

Mohamed N'Daiye



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa nouvelle politique de dématérialisation des paiements, l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension et/ou de rente ivoiriennes que les paiements par virement bancaire et mobile money commenceront à partir du 1er août 2025.
Pour ce faire :

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente supérieure ou égale à cinquante mille francs CFA (50.000), doivent déposer un relevé d'identité bancaire (RIB) à la direction des relations extérieures.**

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente inférieures à cinquante mille francs CFA (50.000), à défaut du RIB, peuvent déposer une fiche d'identification enregistrée au nom du pensionné et authentifiée par l'opérateur de téléphonie à la Direction des Relations Extérieures.**

La Direction Générale de l'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous les pensionnés.

Bamako, le 24 juillet 2025
La Direction Générale

Effondrement routier au Mali : Madina Sissoko, symbole d'un naufrage d'État

Kayes-Bamako, Mopti-Gao, Kita-Kéniéba... Des axes vitaux devenus des pièges mortels



L'inaction du ministère des Transports plonge le Mali dans l'enclavement, l'insécurité et le chaos logistique.

Le drame se joue chaque jour sous nos yeux : des routes brisées, des régions isolées, des populations abandonnées. Du Centre au Nord, de l'Ouest à l'Est, les principales voies interurbaines du Mali sont dans un état de délabrement alarmant. Pendant que camions, bus et motos s'enlisent dans les nids-de-poule géants et les tronçons effondrés, le ministère des Transports et des Infrastructures reste spectateur, dirigé par une ministre décriée pour son immobilisme : Madina Sissoko.

Des axes vitaux devenus des couloirs de désespoir

• Kayes-Bamako (612 km) : Le calvaire est total. Les cars avancent au ralenti, les crevaisons s'enchaînent, les accidents se multiplient. « Cette route est une punition pour les chauffeurs et les passagers », dénonce un transporteur.

• Kayes-Yélimané : Une voie frontalière essentielle, aujourd'hui méconnaissable. Boue,

ornières, carcasses de camions abandonnés... la route est impraticable plusieurs mois par an.

• San-Mopti : Ancien axe fluide, il est désormais synonyme d'isolement. Marchés déréglés, hausses des prix, populations coupées du centre du pays. Aucun chantier en vue.

• Mopti-Gao : Une route stratégique qui devrait relier le centre au nord, mais qui incarne la fracture nationale. Dans une zone déjà instable, les routes en ruine aggravent la marginalisation.

• Kita-Kéniéba : Autrefois modèle d'infrastructure, aujourd'hui tragédie routière. Les ravins remplacent le bitume, les camions chavirent, les morts s'accumulent.

Dans ce décor de chaos, le silence de Madina Sissoko est aussi inquiétant que sa gestion. Depuis sa prise de fonction, aucun plan national de réhabilitation des routes n'a été communiqué, aucun budget clair présenté, aucune réforme initiée. Les rares interventions publiques de la ministre se résument à des discours génériques et sans engagement concret.

Pire encore, les plaintes des usagers, les alertes des élus locaux, les rapports d'experts et les appels des transporteurs sont ignorés. Le ministère, censé assurer la mobilité nationale, fonctionne comme une coquille vide, où règnent l'inaction, le manque de vision et l'irresponsabilité.

« On ne gère pas un ministère comme un club de retraités », s'indigne un député du sud-ouest. « Le pays s'effondre et la ministre regarde ailleurs. »

Les dégâts sont considérables :

• Effondrement logistique et commercial : les marchandises circulent au ralenti, les coûts de transport explosent.

• Rupture de la cohésion nationale : des régions entières vivent dans l'isolement physique et psychologique.

• Multiplication des accidents : les routes tuent autant que les conflits, sans aucune réponse institutionnelle.

• Perte de confiance dans l'État : le sentiment d'abandon est généralisé.

En clair, la route, colonne vertébrale du développement, est brisée, et avec elle, l'idée d'un Mali interconnecté et uni.

Madina Sissoko incarne aujourd'hui l'échec d'une gouvernance technique et responsable. À l'heure où chaque kilomètre de route entretenue pourrait sauver une vie, désenclaver un village ou soutenir l'économie, le ministère des Transports s'enlise dans l'indifférence, l'improvisation et l'inefficacité.

Aucun audit de réseau routier, aucune mobilisation d'urgence, aucune redevabilité publique. Son mandat, entaché par l'absence totale de résultats visibles, constitue l'un des symboles les plus accablants de la déconnexion entre le gouvernement et les réalités du terrain.

De Kayes à Gao, de Kita à Yélimané, une même colère monte : "La ministre est dépassée. Elle doit partir." Car à force de négliger la route, c'est la nation entière qu'on isole, qu'on expose, qu'on abandonne.

Affaire à suivre

Moctar Sow



Ségou : Lancement de l'enrôlement des élèves sous-officiers de Banankoro à l'AMO



CANAM et les FAMa main dans la main pour une couverture sanitaire universelle, une avancée significative vers la couverture sanitaire intégrale des forces armées maliennes

Dans une dynamique de renforcement de la protection sociale au sein des Forces Armées Maliennes (FAMa), le bureau régional de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) à Ségou, en partenariat étroit avec l'École des Sous-Officiers de Banankoro, a lancé une vaste opération d'enrôlement des élèves militaires en formation dans le cadre du régime de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO).

L'objectif de cette opération est clair : intégrer immédiatement dans le dispositif de couverture sanitaire les 507 élèves sous-officiers actuellement en formation, leur permettant ainsi de bénéficier, dès leur engagement, d'une protection efficace et continue contre les risques de maladie.

L'action initiée par la CANAM ne se limite pas à un simple enrôlement administratif. Elle repose sur un processus bien défini et rigoureux, comprenant plusieurs étapes clés :

• La vérification et validation des dossiers d'enrôlement sur place ;

• La capture des données biométriques nécessaires à l'émission des cartes d'assurés ;

• La production et la distribution rapide des cartes AMO, afin que chaque élève sous-officier puisse accéder aux soins sans délai.

En optant pour une intervention directe dans le centre de formation militaire, la CANAM démontre sa volonté d'aller au-devant des usagers, particulièrement ceux relevant des corps d'élite qui, en raison de leurs fonctions, peuvent rencontrer des contraintes logistiques et opérationnelles pour s'inscrire dans les circuits classiques de couverture santé.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale d'élargissement progressif de la couverture maladie à tous les agents de l'État et, à terme, à l'ensemble des citoyens maliens. Elle répond également à l'ambition de professionnaliser davantage les armées en leur offrant les garanties sociales nécessaires à l'exercice de leur mission dans des conditions dignes.

Selon les responsables de la CANAM, la mobilisation en faveur des militaires, dès leur formation, est non seulement un acte de solidarité, mais aussi un investissement dans la performance du système de défense nationale. En garantissant aux futurs sous-officiers un accès rapide à des soins de qualité, l'État contribue à renforcer leur engagement, leur sécurité sanitaire, mais aussi la résilience globale des FAMa.

« Avec l'AMO, vous cotisez selon vos moyens et êtes pris en charge selon vos besoins », a rappelé un agent de la CANAM, mettant en lumière le caractère équitable et inclusif de ce régime fondé sur les principes de mutualisation des risques et de solidarité nationale.

La réussite de cette opération repose également sur la qualité du partenariat entre la CANAM et l'École des Sous-Officiers de Banankoro, dont les autorités ont facilité l'accueil des équipes techniques, l'organisation logistique, et la sensibilisation des bénéficiaires. Cette synergie institutionnelle illustre ce qu'il est possible d'accomplir lorsque les services publics travaillent de concert pour servir l'intérêt général.

L'École, qui forme chaque année des centaines de sous-officiers destinés à servir sur tout le territoire national, devient ainsi un modèle dans l'intégration de la santé dans la formation militaire. Elle montre que la sécurité nationale et la santé publique peuvent et doivent marcher main dans la main.

L'exemple de Ségou ouvre la voie à d'autres initiatives similaires dans les régions du pays. La CANAM ambitionne, à terme, de généraliser ce type d'enrôlement proactif dans toutes les écoles de formation des FAMa, y compris dans les autres corps paramilitaires. L'idée est de créer une culture de la couverture santé dès l'entrée dans la fonction publique, contribuant ainsi à renforcer la résilience du système de santé malien dans son ensemble.

À travers cette opération d'enrôlement à Banankoro, la CANAM marque un point important dans la mise en œuvre effective de l'Assurance Maladie Obligatoire auprès des forces armées. C'est une avancée concrète vers une meilleure protection sociale des agents de l'État, mais aussi vers une modernisation du système sanitaire national, dans un Mali qui se reconstruit et se projette vers l'avenir.

Yacouba Ongoiba



La Mali et la Russie renforcent leur coopération : Vers un partenariat prometteur pour le développement durable



Dans un contexte de recomposition rapide des alliances géopolitiques, la République du Mali s'engage résolument dans une dynamique de repositionnement stratégique en ouvrant, ce mardi 29 juillet 2025 à Bamako, les travaux de la première session de la Commission intergouvernementale sur la coopération commerciale, économique, scientifique et technique entre le Mali et la Russie. Cette initiative marque un tournant majeur dans la trajectoire souveraine assumée par le Mali, soulignant sa volonté de renforcer ses relations internationales.

Présidée conjointement par le Ministre malien de l'Économie et des Finances, Monsieur Alousséni Sanou, et le Ministre russe de l'Énergie, Monsieur Sergueï Tsivilev, cette rencontre historique a réuni plusieurs membres éminents du Gouvernement malien, dont Son Excellence Monsieur Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Plus qu'une simple réunion bilatérale, ce rendez-vous témoigne de la volonté politique forte exprimée au plus haut sommet des deux États.

La naissance de cette Commission découle directement de la visite officielle du Président de la Transition malienne, le Général d'Armée Assimi Goïta, à Moscou en juin 2025. Cette visite historique a été un levier diplomatique crucial pour concrétiser une coopération ambitieuse axée sur le développement durable, l'autonomie économique et la solidarité politique entre États souverains.





L'installation officielle de cette Commission intergouvernementale russo-malienne vient donc consolider un partenariat déjà dynamique, appelé à se renforcer davantage. À travers cet organe, Bamako et Moscou entendent concrétiser leurs convergences en des projets concrets dans des domaines clés tels que l'agriculture, l'énergie, les infrastructures, les mines, l'éducation et les sciences.

L'accélération de la mise en œuvre des projets structurants constitue l'un des axes essentiels discutés lors de cette session. Il s'agit notamment de programmes énergétiques ambitieux, de la modernisation des transports et des corridors logistiques régionaux, ainsi que du développement de l'agriculture malienne avec le soutien de la Russie.

Ce partenariat renouvelé s'inscrit dans une logique de redéfinition des relations internationales par le Mali, qui souhaite diversifier ses partenaires et s'affranchir des tutelles historiques. Dans un monde où l'unilatéralisme est remis en cause et les modèles néocoloniaux s'épuisent, le Mali affirme sa volonté de coopérer avec des pays comme la Russie pour promouvoir son développement économique et son indépendance.

Cette coopération prometteuse entre le Mali et la Russie ouvre de nouvelles perspectives pour un avenir commun basé sur la solidarité, le progrès et la souveraineté des deux nations.La coopération entre la Fédération de Russie et le Mali semble être basée sur des principes de respect mutuel, d'égalité souveraine et de bénéfice réciproque. Moscou adopte une approche pragmatique mettant en avant la stabilité politique, la sécurité et le développement économique comme fondements d'un partenariat durable. Il est souligné que cette coopération pourrait rencontrer des obstacles, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des projets annoncés, la nécessité d'établir des mécanismes de suivi rigoureux et de garantir la transparence dans la gestion des ressources mobilisées.

Des pressions extérieures pourraient également se manifester de la part de certains partenaires historiques du Mali, préoccupés par l'augmentation de l'influence russe dans la région. Cependant, il est mentionné que le Mali a montré sa résilience et sa volonté d'assumer les conséquences de ses choix souverains. La Commission intergouvernementale est décrite comme un symbole de partenariat stratégique porteur d'espoir, visant à transformer structurellement le Mali pour le sortir de la dépendance et construire une économie forte, inclusive et résiliente.

Le ministre Sanou a souligné que les Maliens attendent des résultats concrets dans les mois à venir, tels que la création d'emplois, la construction d'infrastructures, l'amélioration de l'accès à l'énergie, le renforcement du système éducatif et le transfert technologique effectif. Les gouvernements russe et malien sont appelés à traduire les engagements pris en progrès concrets au bénéfice des populations.

La coopération renforcée avec la Russie est présentée comme un choix de dignité, de responsabilité et d'avenir pour le Mali, qui ne tourne pas le dos au monde mais choisit librement ses partenaires. Il est souligné que ce partenariat vise à assurer un avenir meilleur pour le Mali en favorisant le développement économique et social du pays.

Arouna Sidibé

OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

Passation de pouvoir à la mairie du District de Bamako : Abdoulaye Mahamane prend les rênes de la Délégation spéciale



Dans l'après-midi du lundi 28 juillet 2025, la salle de délibération de la mairie du District de Bamako a été le théâtre d'une cérémonie officielle marquant la fin du mandat de la Délégation spéciale qui supervisait les affaires de la capitale malienne depuis plusieurs mois. Sous l'autorité du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, la passation symbolique des charges a eu lieu entre le Contrôleur général de Police Balla Traoré, président sortant de ladite Délégation spéciale, et son successeur, l'Administrateur civil Abdoulaye Mahamane, désormais responsable d'assurer la continuité des services municipaux en attendant la mise en place d'une nouvelle équipe.

Selon la législation en vigueur, les Délégations spéciales qui remplacent les autorités élues ne peuvent exercer leurs fonctions pour une durée excédant six (6) mois, renouvelable deux fois au maximum, soit un total de dix-huit (18) mois. Ainsi, le mandat de l'équipe dirigée par Balla Traoré, prolongé une première fois en juillet 2024, arrivait légalement à son terme ce mois de juillet 2025.

Dans ce cadre institutionnel et administratif, les autorités ont nommé un gestionnaire par intérim pour garantir la continuité des services municipaux, en la personne d'Abdoulaye Mahamane, un administrateur civil reconnu pour son sérieux et sa connaissance approfondie

des mécanismes de l'administration territoriale malienne.

La cérémonie de passation a rassemblé de nombreuses personnalités, dont M. Adama Cissouma, Secrétaire général du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, M. Abdrahamane Cissé, représentant de la Direction nationale des Collectivités territoriales, ainsi que les membres de la Délégation spéciale sortante, les représentants des syndicats de la mairie, le personnel administratif et technique, sans oublier la presse.

Un moment poignant a marqué cette rencontre : une minute de silence a été observée en mémoire du défunt Siriman Sacko, vice-président de la Délégation spéciale, décédé le samedi précédent. Sa disparition a suscité une vive émotion parmi ses collègues et collaborateurs, tant il était apprécié pour son intégrité et son dévouement dans la gestion de la collectivité.

Le Contrôleur général de Police Balla Traoré, qui quitte ses fonctions, a reçu les hommages chaleureux de ses pairs, du personnel municipal et des représentants de l'État. Reconnu pour son intégrité et son professionnalisme, Balla Traoré laisse derrière lui un héritage marqué par plusieurs actions concrètes saluées par la population, notamment sa lutte acharnée contre l'occupation illégale des espaces publics, un problème endémique dans la capitale malienne. Sous sa direction, des opérations de déguerpissement ont été menées avec efficacité, dans le respect des procédures, redonnant à certains quartiers de Bamako un semblant d'ordre urbain.La lecture de l'extrait montre clairement que Balla Traoré, l'ancien dirigeant de la mairie du District de Bamako, a laissé une empreinte positive grâce à ses efforts de modernisation des services municipaux et d'assainissement de la gestion administrative et financière. Son leadership a été salué pour avoir remis la mairie sur la bonne voie, en mettant en avant la rigueur, la transparence et le service public.

Abdoulaye Mahamane, le nouvel agent chargé d'expédier les affaires courantes, est décrit comme un administrateur civil expérimenté, chargé d'assurer une transition fluide dans un contexte de réorganisation des collectivités territoriales au Mali en vue des prochaines élections locales. Son rôle principal consistera à maintenir la stabilité des services municipaux, assurer la continuité des projets en cours et préserver un climat de confiance avec les partenaires de la mairie.

La nomination de M. Mahamane vise à garantir une transition harmonieuse jusqu'à l'établissement éventuel d'une nouvelle Délégation spéciale ou la tenue d'élections municipales. Les autorités maliennes semblent prendre le temps nécessaire pour définir une gouvernance locale plus efficace et adaptée aux besoins des citoyens de Bamako.

En attendant, il est attendu que la gestion intérimaire soit menée dans un esprit de service public, de rigueur et de dialogue constant avec les usagers et les différentes parties prenantes. La population et les partenaires de la mairie restent donc dans l'attente de développements futurs, tout en reconnaissant l'importance d'une gestion provisoire de qualité pour assurer la continuité des services municipaux et maintenir un climat de confiance.

Bokoum Abdoul Momini



Assimi Goïta : « Il est temps d'être nous-mêmes…! »

De 22 juillet 2025. Une date gravée, non pas seulement dans les annales, mais dans l'âme même du Mali. Ce jour-là, le Centre International de Conférences de Bamako (CICB) n'était pas qu'une salle, c'était un sanctuaire vibrant, le cœur battant d'une nation.

Le président de la Transition, le général d'armée Assimi Goïta, y recevait le projet de la Charte nationale pour la paix et la réconciliation. Devant une foule vibrante d'un soutien inconditionnel, le chef de l'État a délivré un discours empreint d'une souveraineté inébranlable. L'allocution du Président Goïta, saluée par un peuple réuni dans une ferveur patriotique, a marqué un point de non-retour dans la quête d'autonomie du Mali.

Son diagnostic du passé récent a résonné avec la profonde lassitude d'un peuple longtemps otage des manœuvres extérieures. «L'accord d'Alger de 2015 a été un accord où tout le monde s'est mêlé de nos affaires. On aurait dit que le Mali appartenait à tous, sauf aux Maliens». Ces paroles cinglantes ont rappelé les frustrations accumulées, dressant le tableau d'un pays à la dérive, un pays où l'on ne pouvait même plus se déplacer librement, où l'insécurité et la perte de dignité étaient le quotidien. « À cette époque, on n'avait même plus de pays. Le jour comme la nuit, le Mali était devenu invivable. Tu ne pouvais même plus te déplacer librement». Une description crue, qui a trouvé un écho puissant parmi les Maliens présents, ayant vécu cette réalité oppressante.

Le président n'a pas hésité à nommer les acteurs de cette ingérence. « Des pays étrangers ont mis leur bouche dans nos affaires. De grandes organisations internationales aussi. Résultat : chacun tirait dans son intérêt, et nous, les Maliens, étions les grands perdants». C'était une mise en accusation directe, une dénonciation des agendas cachés qui ont trop longtemps sapé la stabilité malienne. Mais au-delà de la critique, le général Goïta a offert une vision de renaissance, un chemin vers





l'autonomie. « Face à cela, nous avons décidé de reprendre notre destin en main. Nous avons sollicité nos propres autorités morales pour chercher des solutions maliennes à des problèmes maliens. Et ceux qui ne veulent pas en faire partie : qu'ils restent à l'écart. C'est terminé ». C'était un appel à l'unité nationale autour de solutions endogènes, une exclusion claire de toute médiation jugée partisane. La ferveur de la foule a traduit son adhésion inconditionnelle à cette feuille de route souverainiste.

Le ton du discours est monté d'un cran, devenant un véritable défi lancé aux détracteurs du Mali. « Nous ne laisserons plus personne écraser notre pays. Il est temps d'être nous-mêmes, quoi qu'il en coûte. Peu importe sur qui cela dérange ou ce que cela provoque». Ces mots ont résonné comme une déclaration de guerre pacifique, une volonté inébranlable de s'affirmer sur la scène internationale, quels qu'en soient les coûts. Le président Goïta a utilisé une métaphore percutante pour illustrer la réaction attendue de ceux qui perdent leurs privilèges : « Quelqu'un qui a l'habitude de manger du beurre, quand tu lui retires ça, forcément il crie. Mais nous allons faire sortir toutes les mains étrangères de nos affaires». Un avertissement clair à toutes les puissances qui auraient encore des velléités d'influence indue sur les affaires maliennes. La foule, galvanisée, a salué cette audace, se reconnaissant dans cette résistance.

Le président Goïta a conclu son adresse en puisant dans la richesse historique et la grandeur ancestrale du Mali, un puissant rappel de son identité et de sa légitimité. « Notre pays est grand. Où que tu ailles dans ce monde, quand tu parles du Mali, on est obligé de reconnaître la grandeur de notre histoire, celle de la Charte du Kouroukan Fouga». En évoquant ce texte fondateur de l'Empire du Mali, le général Goïta a ancré la souveraineté actuelle dans une tradition millénaire de gouvernance autonome. Le point culminant de son discours, accueilli par des applaudissements nourris et des acclamations, a scellé cette nouvelle ère : « Alors, désormais, que nul ne vienne nous dire quoi faire chez nous. Le Mali s'assume. Le Mali décide. Le Mali se relève».

Ce discours, prononcé en ce jour de réception du projet de la Charte nationale pour la paix et la réconciliation, n'était pas qu'un simple exercice rhétorique. Il était le reflet d'une ferme détermination, d'une rupture assumée avec le passé et d'une promesse d'avenir. Le Général d'Armée Assimi Goïta a délivré une vibrante et authentique communication, et où chaque mot porte le poids de l'histoire et l'élan de l'avenir.

Khaly-Moustapha LEYE
Source : L'Aube

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Développement humain : "48% des Maliens estiment que leurs conditions de vie sont mauvaises



L'Observatoire du développement humain durable et de la Lutte contre la pauvreté (ODHD/ LCP) a récemment organisé un atelier de dissémination des résultats des enquêtes Afrobarometer menées en novembre 2024, mettant en lumière des données préoccupantes sur les conditions de vie des Maliens.

L'événement, qui s'est déroulé du 24 au 25 juillet, a été axé sur le thème "Jeunesse, inégalités de sexe et pauvreté" et a permis de présenter le Rapport mondial sur le développement Humain 2025 (RDH) du PNUD ainsi que le Rapport national sur le développement Humain (RNDH) du Mali.

Les résultats de l'enquête Afrobarometer, menée auprès de 1 200 adultes maliens par le Groupe en économie appliquée et théorique (GREAT), ont révélé des chiffres inquiétants : 48% des Maliens estiment que leurs conditions de vie sont mauvaises, 42% ont constaté une amélioration au cours des 12 derniers mois, tandis que 39% pensent que leur situation s'est détériorée. De plus, 81% des répondants ont déclaré avoir manqué de revenus en espèces à divers degrés au cours de la dernière année.

Parmi les autres constats, entre 35% et 46% des participants ont signalé des manques en soins médicaux, eau potable, combustible ou nourriture, et 53% ont dû solliciter un membre de leur famille pour subvenir à leurs besoins. Ces données soulignent l'urgence d'accorder plus d'importance à la voix des citoyens dans l'élaboration des politiques publiques.

Par ailleurs, le rapport intitulé "Une affaire de choix : individus et perspectives à l'ère de l'intelligence artificielle", présenté par Ademonkoun Rodolphe Missinhoun, économiste principal au PNUD, explore les implications de l'IA sur le développement humain. Il met en avant le fait que l'IA peut à la fois renforcer et affaiblir la capacité d'action des individus, offrant des opportunités prometteuses en matière d'éducation, notamment dans l'apprentissage personnalisé.

Le rapport souligne également que l'accès à l'IA repose sur la puissance de calcul, les données et les talents, constituant un défi majeur pour les pays à faible Indice de Développement Humain (IDH) comme le Mali.

Enfin, le Ministère de la Santé et du développement social, via l'ODHD, a présenté le rapport national 2025 sur "l'impact de la digitalisation des soins de santé sur la couverture sanitaire universelle au Mali". Ce rapport, réalisé en collaboration avec le PNUD, met en lumière l'utilisation croissante des systèmes d'information sanitaire digitalisés par les Maliens, ainsi que les défis et opportunités de la digitalisation dans le secteur de la santé.

Les données indiquent que la digitalisation des soins de santé présente des avancées significatives, avec un taux d'utilisation élevé des ordinateurs et des réseaux Wi-Fi et intranet dans les structures de santé. Cependant, des disparités persistent en termes d'accès à l'électricité et aux kits solaires, soulignant la nécessité de promouvoir un système de santé plus accessible et équitable, soutenu par les



technologies numériques.Le rapport souligne que la digitalisation a joué un rôle crucial dans l'amélioration de l'accès aux soins de santé au Mali, avec 68,3% des personnes interrogées estimant que cette évolution a été bénéfique. Les régions de Mopti et Sikasso se démarquent particulièrement, avec des taux d'approbation encore plus élevés de 87,5% et 76,2% respectivement.

Pour capitaliser pleinement sur les opportunités offertes par la digitalisation, les décideurs sont appelés à adopter une approche stratégique, proactive et inclusive. Cela implique des investissements accrus dans les infrastructures numériques, en mettant un accent particulier sur les zones rurales et isolées où les besoins sont les plus pressants. Une gouvernance nationale cohérente et une stratégie bien définie sont également recommandées pour assurer un déploiement harmonieux et équitable des technologies de santé numérique.

L'étude met en avant le rôle clé de la digitalisation dans la transformation du système de santé au Mali, notamment en ce qui concerne la réalisation de la Couverture sanitaire universelle (CSU). Une approche participative est jugée essentielle, impliquant les communautés locales, les professionnels de santé, les décideurs politiques, ainsi que les partenaires techniques et financiers.

Enfin, le rapport souligne que la réussite de cette transition numérique dépend d'une coordination efficace entre tous les acteurs impliqués, soutenue par une vision claire et des engagements durables. Il est donc crucial que ces parties prenantes travaillent de concert pour garantir que la digitalisation continue de contribuer de manière positive à l'amélioration de l'accès aux soins de santé au Mali.

Fatou Sissoko



Crise au Sahel : Un regard approfondi sur les enjeux sécuritaires, sociaux et économiques



Abdoulaye Mar Dieye, Coordonnateur spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le développement au Sahel, met en lumière la complexité de la crise qui secoue la région. Alors que les violences et l'instabilité persistent, il souligne que la situation actuelle ne reflète qu'un aspect de la réalité du Sahel.

Les origines des troubles au Sahel sont multiples, mêlant tensions ethniques, gouvernance défaillante et prolifération des groupes extrémistes. Cette crise sécuritaire complexe menace des millions de personnes dans la région tout en masquant des défis sociaux et économiques plus profonds.

Malgré l'ampleur des difficultés, Abdoulaye Mar Dieye insiste sur le fait que le Sahel ne peut être réduit à sa crise sécuritaire. Selon lui, la région est également porteuse d'opportunités et d'espoir, mais ces aspects positifs sont souvent occultés.

La crise sahélienne, trop souvent assimilée à l'insécurité au nord du Mali, trouve ses racines dans la destruction de la Libye, qui a favorisé la propagation des groupes terroristes dans la région. Depuis 2012, le Mali est confronté à une crise sécuritaire persistante, alimentée par des groupes armés et des réseaux terroristes actifs dans le nord et le centre du pays.

Abdoulaye Mar Dieye souligne l'importance du développement pour lutter contre l'instabilité

au Sahel. Les zones frontalières délaissées par l'État et touchées par la pauvreté deviennent des terrains propices aux groupes terroristes, soulignant ainsi le lien entre développement et sécurité.

L'aspect économique est également crucial dans la compréhension du terrorisme au Sahel. Selon le Coordonnateur spécial de l'ONU, de nombreux combattants djihadistes étaient motivés par des raisons économiques plutôt qu'idéologiques. La gestion des ressources naturelles, telles que l'or au Mali, est citée comme un potentiel de croissance économique important pour la région.

Abdoulaye Mar Dieye met en garde contre le risque sécuritaire qui dépasse les frontières d'un seul pays au Sahel. Il appelle à une approche intégrée prenant en compte les dimensions sécuritaires, sociales et économiques pour répondre efficacement aux défis complexes de la région.

Il ressort de l'analyse de l'expert sénégalais la nécessité d'une action concertée et durable pour adresser les multiples facettes de la crise au Sahel et construire un avenir plus stable et prospère pour ses populations.

Dieye, dans ce rapport met en lumière l'importance de la lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel, en mettant en avant l'idée que le terrorisme ne connaît pas de frontières et peut se propager rapidement. Il souligne également l'approche multidimensionnelle nécessaire pour lutter contre ce fléau, en mettant en avant des actions militaires, mais aussi des efforts de développement humain et de modernisation des zones frontalières.

Selon Abdoulaye Dieye la coopération transfrontalière est essentielle pour renforcer les communautés frontalières et contrer l'influence terroriste. De plus, l'article met en avant le rôle important des confréries soufies au Sénégal, qui prônent la piété et rejettent la violence, contribuant ainsi à la stabilité sociale du pays. La diplomatie douce est également évoquée comme un levier d'engagement efficace, notamment dans les régions riches en ressources extractives. L'article mentionne également l'intention de renforcer la coopération avec la Türkiye dans le domaine de la formation des jeunes sahéliens aux technologies de pointe, ouvrant ainsi des opportunités prometteuses dans les secteurs industriel et minier.

Enfin, il a souligné que la diplomatie douce d'Ankara lui a permis de s'implanter solidement dans la région du Sahel, avec un potentiel de devenir un acteur clé du développement et du commerce dans la région. Le partenariat entre la Türkiye et les pays sahéliens, encouragé par les Nations unies, vise à favoriser le développement économique, social et la stabilité politique dans la région.

Arouna Sidibé



Allassane Ouattara brigue un 4ème mandat : Une candidature de trop ?



La scène politique ivoirienne est actuellement secouée par l'annonce du président Alassane Dramane Ouattara de briguer un quatrième mandat à l'élection présidentielle prévue pour le 25 octobre 2025. Cette décision a suscité de vives réactions au sein de la population ivoirienne et a relancé le débat sur la limitation des mandats présidentiels et sur l'avenir démocratique de la Côte d'Ivoire.

À 83 ans, Alassane Dramane Ouattara est au pouvoir depuis 2011 et a officiellement déclaré sa candidature lors du journal télévisé du mardi 29 juillet 2025. Cette annonce a été perçue comme inattendue sur la forme mais redoutée sur le fond, en raison des enjeux démocratiques qu'elle soulève. Le président a justifié sa décision en mettant en avant son expérience et les défis sécuritaires, économiques et monétaires auxquels le pays est confronté.

Cependant, cette candidature intervient dans un contexte politique tendu marqué par l'exclusion de figures majeures de l'opposition de la présidentielle. Tidjane Thiam, Laurent Gbagbo, Charles Blé Goudé et Guillaume Soro ont tous été écartés, laissant ainsi le champ libre à Alassane Ouattara. Cette situation a suscité des critiques quant à l'équité du processus électoral et à la démocratie en Côte d'Ivoire.

Cette candidature s'inscrit dans une tendance continentale où de nombreux dirigeants ont cherché à se maintenir au pouvoir en modifiant ou en contournant les Constitutions de leur pays. Cette pratique, observée dans d'autres pays africains tels que l'Ouganda, le Cameroun ou le Congo, soulève des interrogations sur la gouvernance démocratique en Afrique.

La présidentielle de 2025 s'annonce donc comme un moment crucial pour l'avenir politique de la Côte d'Ivoire et pour la consolidation de ses institutions démocratiques. Les prochains mois seront déterminants pour l'issue de ce scrutin et pour l'évolution du pays dans les années à venir.Sur le plan économique, la Côte d'Ivoire a en effet affiché des résultats indéniables ces dernières années. Les exportations du pays sont en hausse, attirant ainsi des investissements étrangers constants. De plus, le soutien financier du FMI à hauteur de 4,8 milliards de dollars pour la période 2023-2026 témoigne de la confiance des institutions internationales dans l'économie ivoirienne. Par ailleurs, le pays a lancé des projets d'infrastructures ambitieux dans des secteurs clés tels que le transport, la santé et l'énergie, ce qui contribue à renforcer son potentiel de croissance économique à long terme.

Cependant, la question de savoir si cette performance économique peut justifier une dérive politique est légitime. Certains analystes soulignent que l'argument de l'expérience face aux défis ne devrait pas occulter la nécessité d'alternance et de renouveau démocratique. La concentration du pouvoir entre les mains d'un seul camp politique, avec l'exclusion des principaux adversaires, soulève des inquiétudes quant à la démocratie et à la stabilité politique du pays.

Le président Ouattara a tenté de rassurer en affirmant que toutes les mesures ont été prises pour garantir des élections apaisées, démocratiques et transparentes. Cependant, la question de la légitimité d'une nouvelle candidature du président, dans un contexte où le pouvoir semble être concentré de manière excessive, reste posée. Certains se demandent si cette candidature est un gage de stabilité ou si elle constitue un pas de trop vers la personnalisation du pouvoir.

Bien que la Côte d'Ivoire ait enregistré des progrès économiques significatifs, il est essentiel de garantir un équilibre entre la performance économique et la démocratie pour assurer la stabilité à long terme du pays.

Arouna Sidibé

En conférence de presse : Le Ministre Abdoul Kassim Fomba clarifie



Le Ministre de la Jeunesse et des Sports, Abdoul Kassim Fomba, a récemment apporté des clarifications concernant la situation des entraineurs des petites catégories au Mali. Selon lui, ces entraineurs ne bénéficient pas de salaires fixes de la part de l'Etat, mais sont payés par objectif. Toutefois, il a affirmé que chacun d'entre eux a bien reçu une compensation financière pour leurs services, même si certains pourraient ne pas avoir reçu l'intégralité de la somme due.

Par ailleurs, le Ministre Fomba a dénoncé le refus de la République Tchèque de délivrer les visas nécessaires à la participation des Aigles Dames Basket U19 à la dernière Coupe du Monde de Basketball. Malgré les démarches entreprises par le Mali, les visas n'ont pas été accordés, ce qui a entraîné l'absence de l'équipe à la compétition. Le ministre a annoncé que le Mali réclamera le remboursement de tous les frais engagés pour la préparation de l'équipe, y compris l'hébergement, la restauration et les billets d'avion.

Par ailleurs, le Ministre Fomba a mis en avant les actions menées par son département pour renforcer l'engagement des jeunes dans la vie nationale, promouvoir le sport comme vecteur de cohésion sociale et valoriser les valeurs républicaines, le civisme et la citoyenneté. Il a notamment souligné l'importance de l'intégration des jeunes dans l'espace de l'Autorité de l'Espace Sahélo-saharien (AES) à travers divers projets.

Enfin, le ministre a rappelé l'organisation du sommet des adolescents et des jeunes de l'AES à Bamako en juillet 2025, ainsi que du programme "A l'école de la citoyenneté" dans plusieurs régions du Mali. Ces initiatives visent à impliquer les jeunes dans la vie citoyenne et à promouvoir les valeurs de responsabilité et d'engagement au sein de la société.

En somme, le Ministre Abdoul Kassim Fomba affiche une volonté ferme de défendre les intérêts des jeunes et du sport au Mali, tout en veillant à la bonne gestion des ressources allouées à ces domaines.La participation du département à l'atelier de restitution de la Charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale, qui s'est tenu au CICB du 20 au 22 juillet 2025, a été soulignée par le ministre Fomba. Il a également mentionné l'implication de son département dans divers événements et initiatives.

En ce qui concerne le village des opportunités, le ministre Fomba a souligné la participation de son département à Yanfolila, au Forum de la Jeunesse sur l'environnement, organisé par le Conseil régional de la Jeunesse de Bougouni, sous la présidence des ministres chargés de la jeunesse et de l'environnement.

Dans le domaine du sport citoyen, le ministre a mentionné plusieurs participations significatives :

- la participation des aigles dames à la Coupe d'Afrique Maroc 2024
- la participation de l'équipe nationale U-19 garçons à la Coupe du Monde de Basketball en Suisse
- la participation des aigles dames à l'Afrobasket qui se déroule actuellement à Abidjan (Côte d'Ivoire)
- la participation du Mali au 14ème championnat d'Afrique de bras de fer sportif, du 23 au 27 juillet 2025, à Abuja au Nigéria

En outre, le ministre a mentionné l'organisation de séminaires sur la médecine du sport et les grandes manifestations sportives, mettant l'accent sur la prévention, la prise en charge et l'éthique médicale.

Cette implication et cette participation active du département dans divers événements et initiatives démontrent un engagement fort en faveur de la paix, de la réconciliation, de la jeunesse, de l'environnement et du sport au Mali.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Le climat est contrasté, ceux d'entre vous qui sont socialement actifs feraient bien de laisser passer l'orage sans s'affoler. Les autres vivront une accalmie qui rehausse l'harmonie de leur vie intime.
Calme et bien-être sont au programme du jour ! Vous en profiterez pleinement pour vous faire du bien. Alors, détendez-vous, chassez vos inquiétudes et profitez pleinement des petits plaisirs que vous offre la vie. Cette parenthèse vous permettra de recharger les batteries !

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous vous contenterez mal de la routine, ne forcez pas les choses, faites une coupure dans votre quotidien. Il serait positif de ralentir la cadence de vos activités, de modifier vos priorités en tenant compte de vos possibilités actuelles.
Ne vous mettez pas systématiquement sur la défensive, vous entretenez une crainte qui n'est pas fondée. Attention aux malentendus qui pourraient perturber la communication avec vos proches si vous ne filtrez pas vos propos.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous apprécierez la vie pleinement, n'attachez pas trop d'importance à des détails ! Respirez plus largement, cela vous aidera à trouver le calme indispensable aux remaniements que vous mettez en place.
Vous avez besoin de prendre votre indépendance. Un vent de liberté souffle sur vos envies. Vous êtes enfin disposé à faire tout ce qu'il vous semble bon pour vous. Vous en avez assez de ne penser qu'aux autres

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vos besoins de liberté vous rendent plus attractif aux yeux des autres. Vous sortez de votre coquille positivement ! Vous sentez mieux vos énergies et vous saurez en faire un atout, vous doserez mieux repos et activité.
Aujourd'hui, votre ténacité sera au rendez-vous et vous vous montrerez particulièrement efficace. En effet, vous serez gonflé à bloc, pleinement motivé et prêt à soulever des montagnes afin d'œuvrer dans le bon sens et d'atteindre les objectifs désirés. Alors, foncez !

Lion (22 juillet - 23 août)

Vous éveillez des hostilités aujourd'hui. Surtout ne vous braquez pas, soyez souple et faites des concessions. Vous aurez de la chance si vous évitez d'avoir mal au dos. Surveillez votre maintien, vos postures.
Trop de tensions dans l'air peuvent rendent l'ambiance électrique. Occupez-vous dans le calme, en bonne compagnie et vous êtes très satisfait de votre journée. Beaucoup de choses passent par des non-dits...

Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous aurez à cœur de vous rendre utile et vous en aurez l'occasion. On vous renverra l'ascenseur. Les réunions entre amis ou en famille vous aideraient à vous ressourcer psychiquement dans le bon sens et à chasser le stress en douceur.
Aujourd'hui, vous allez veiller à ne pas brûler d'étapes et à garder les pieds sur terre. Vous pourrez être fier de vous car votre comportement se révélera payant ! Quel que soit le domaine, vous êtes sur la voie de l'amélioration.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous serez plus sérieux que d'ordinaire dans votre vie relationnelle et sociale, le moment est tout trouvé pour chercher à consolider vos liens et approfondir les derniers dialogues restés en suspens.
Vous retroussez vos manches avec enthousiasme et vous vous sentez prêt à soulever les montagnes. Soit ! Restez prudent. Plus fragile, vous auriez tout intérêt à vous ménager et à ménager vos ressources pour les utiliser à bon escient.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous êtes positivement poussé à cloisonner davantage votre vie privée de votre vie extérieure. Cela vous permettra une meilleure récupération nerveuse. Vous continuez sur votre lancée. Suivez votre élan, vos horizons s'étendent positivement. Vous avancez discrètement en cherchant à nouer des amitiés, des partenariats mais vous avez tendance à être impulsif ou excessif dans vos jugements, vous ne faites pas assez preuve d'empathie dans vos différentes relations et cela vous nuit.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Cette journée ne sera vraiment pas de tout repos. Suivez vos priorités sans vous laisser influencer. Votre sens du devoir vous vaudra des honneurs, votre inspiration est juste... Pas de fausse modestie, vous l'avez mérité.
Aujourd'hui, vous misez sur la communication et l'humour pour détendre l'atmosphère. Votre joie de vivre et votre audace vont faire grimper en flèche votre cote de popularité, vous attirer de nouvelles sympathies et partager des échanges constructifs. Que demander de plus !

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

C'est dans votre intimité que vous trouverez la paix à laquelle vous aspirez. Il y a de la continuité dans vos dialogues. Méfiez-vous tout particulièrement des excès en tout genre ; votre énergie, remonte positivement, il serait dommage de tout gâcher.
C'est la vie amicale qui prend le dessus, vous avez besoin d'échanges et de complicité. Parlez, exprimez-vous et vous repartirez dans le bon sens avec ceux qui vous entourent et que vous aimez.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous sortirez d'un souci matériel de poids aujourd'hui. Votre fierté sera fondée. La fatigue que vous éprouvez est un signal à prendre en compte, votre qualité de sommeil est à revoir. Faites des efforts dans ce sens !
C'est une journée un peu solitaire mais instructive si vous prenez de temps d'observer les gens et les situations. Vous devinerez sans peine les intentions et les émotions de vos proches, cela aidera à dire la bonne chose au bon moment.

Poisson (19 février - 21 mars)

Votre ouverture mentale vous aidera à être plus serein. Vous voyez la vie en rose aujourd'hui. Votre forme remonte, vous vous sentez mieux, vous gardez vos réserves avec raison afin de les accroître encore.
Vous êtes plus déterminé que d'ordinaire, cela vous permet de gagner en efficacité dans des tâches difficiles. Vous êtes aussi plus réceptif aux idées de votre entourage. Il n'y a que les gens bornés qui ne changent pas d'avis !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com